



PARLONS CLAIR

Collectif de réflexion et d'information sur la politique extérieure et la situation internationale

Parlons Clair est un éphéméride mensuel de l'actualité internationale, sans prétention à l'exhaustivité, fait de commentaires brefs et incisifs, faciles à lire et stimulant la réflexion critique : nous disons ce que la « grande presse » de gauche et de droite, ne dit pas. Seule ligne éditoriale, les choix du « Collectif Pölex », communiste, anticapitaliste sans ambages, anti-impérialiste sans concession : parce que le mouvement progressiste a trop souffert des dérives opportunistes, conciliatrices, nées du carriérisme politicien et de l'absence de principes. Nos analyses sont les points de vue personnels de communistes, signées de leurs auteurs, en toute responsabilité, en toute liberté, sans allégeance à l'égard d'une quelconque organisation, parti ou groupe : l'obéissance irréfléchie à des hommes, des états, des partis, comme s'ils ne pouvaient pas se tromper ou trahir leur idéal originel, a coûté très cher au mouvement révolutionnaire ; il n'y a pas de sauveurs suprêmes, dirigeants ou partis omniscients. La diversité des militants est une richesse. Ce bulletin mensuel électronique est envoyé chaque mois gratuitement à plus de 3300 abonnés. Il vous suffit de nous signaler votre volonté pour cesser de le recevoir ([arrêt de souscription](#)). Mais vous pouvez aussi nous transmettre ([inscription](#)) l'e-mail d'un ami que cela peut intéresser, et vous reporter aux analyses détaillées de l'association sur son site (<http://www.collectif-communiste-pölex.org/>). Notre seul souci est de stimuler la réflexion militante sur les questions internationales.

Sommaire

- [Haïti : les charognards de « l'audimat » et de « l'humanitaire »](#) Francis Arzalier
- [Le FMI toujours contre les peuples](#) Jean Paul Le Marec
- [Hommage à Howard Zinn](#)
- [Davos : la grande peur](#) Francis Arzalier
- [Communistes de France au 21ème siècle "I have a dream"](#)
- [Regards d'Europe](#) Jean Paul Le Marec
- [Brèves](#)

Haïti : les charognards de « l'audimat » et de « l'humanitaire »

Haïti vient de subir le séisme le plus grave que le monde ait connu depuis plusieurs siècles. Sa capitale Port-au-Prince, ainsi que les autres villes du pays, a été rasée autant que le furent Lisbonne au 18ème siècle ou Varsovie en 1944. Cette nation caraïbe moins peuplée que la Belgique compte déjà plus de 100 000 morts, peut-être le double, trois millions de sans abris, affamés et sans eau, sans hôpitaux, dispensaires ou services publics dignes de ce nom.

Sait-on qu'à l'échelle française cela représenterait près d'un million et demi de morts, vingt millions de sans

abris affamés ?

On s'attend maintenant aux épidémies de toute sorte, dans les ruines envahies de cadavres mal enfouis, de rats, de moustiques : typhoïde, malaria, dengue, sida, déjà présents à l'état endémique, pourront-ils être contenus avant la pandémie ?

Il est normal que ce drame suscite un élan mondial de solidarité, mais faut-il en rester, comme nous y incitent nos télévisions en quête d'audimat, au spectaculaire, à l'émotionnel, au charitable, qui n'ont jamais empêché l'inégalité entre les hommes et les peuples ?

Certains de nos « informateurs » de service se sont surpassés dans le malsain, la fausse information, illustrant leurs idées préconçues, méprisant ces nègres d'Haïti qu'ils font profession d'adorer en les abreuvant de conseils depuis leurs studios confortables et leurs revenus assurés.

Ils ont d'emblée dénoncé l'incurie des autorités haïtiennes émergeant à peine des décombres, oubliant que le pouvoir français, au service des laboratoires pharmaceutiques, coupable des milliards dépensés contre une épidémie imaginaire, n'avait guère de leçons à donner en la matière.

Ils ont louangé le Zorro étasunien, venu occuper le sud du pays de 10 000 GI (plus que la France en Afghanistan), pour obliger les survivants affamés au calme, quand ils cherchaient simplement à survivre. Contrôlant l'aéroport, l'espace aérien, le port ou ce qu'il en reste, les USA se sont une semaine durant, arrogé le droit de faire atterrir les politiciens US en quête de photographies (Clinton, Bush) à la place de sauveteurs, européens ou pas, qui amenaient des secours.

Pour justifier cette mainmise US, ils ont complaisamment montré quelques images de pillage, démenties par les observateurs de l'ONU et des ONG présentes, allant jusqu'à détourner le sens des images par le commentaire : quand dans une rue effondrée, les survivants qui n'ont ni bu ni mangé de plusieurs jours, prennent les vivres restés dans une boutique abandonnée, cela relève t'il du pillage ou de la survie ? Tous les observateurs sérieux ont au contraire noté le calme étonnant des populations éprouvées, et le travail admirable des médecins, infirmiers et bénévoles des ONG et de l'ONU, présents en Haïti avant la catastrophe, et très actifs depuis, même si les caméras françaises les ignorent. Qui, à Paris, par exemple, dira le rôle essentiel des 400 médecins cubains, au service des rescapés dès le premier jour, malgré parfois leurs blessures ?

Les conséquences des calamités naturelles en Haïti sont d'autant plus énormes que le non développement économique, la déliquescence de l'Etat et des services publics sont le résultat d'une histoire ancienne et récente qu'il faut rappeler, en évitant les raccourcis imbéciles proférés par le ministre Kouchner, toujours à l'affût d'une caméra : « Le peuple haïtien a été rattaché au peuple français par son histoire ! » : euphémisme lénifiant pour parler des Haïtiens, descendants des esclaves africains déportés par les négriers français, et qui surent infliger au colonialisme français sa première grande défaite, en battant en 1803 l'expédition envoyée par Napoléon rétablir la servitude, et en proclamant Haïti première République noire d'Amérique.

Puis se sont ajoutés deux siècles d'exploitation et d'écrasement de ces révoltés par les puissances coloniales et impérialistes. Tout au long du 19ème siècle, le nouvel Etat haïtien dut verser aux colons français expropriés une indemnité de plusieurs milliards de francs or : une dette si lourde qu'elle empêcha tout développement économique. A partir de la première guerre mondiale qui affaiblit la France, les USA prennent le relais, occupent le territoire haïtien militairement et économiquement de 1915 à 1934, avant de soutenir la féroce dictature des Duvalier, de 1959 à 1986, et les gouvernements militaires et civils à leur botte, de 1991 à 1993. Et les dirigeants des USA, Clinton, Bush et Obama ensemble voient dans la situation actuelle l'occasion rêvée de s'installer durablement en Haïti, qui, pour eux, est à la fois une menace migratoire, et un emplacement stratégique essentiel face aux régimes révolutionnaires d'Amérique, proche de Cuba, du Venezuela, etc...

C'est dans cette problématique qu'il faut analyser la reconstruction d'Haïti, dont il est déjà beaucoup question, y compris lors de cette « conférence des donateurs » au Canada, qui donne les premiers rôles aux prédateurs internationaux, USA, France, Europe, et exclut soigneusement les mauvais exemples du sud, Cuba, Venezuela, etc ...et se garde bien d'annuler « la dette », toujours imposée à l'Etat haïtien !

En toute hypocrisie, car quand Mr Strauss-Kahn, le socialiste français qui dirige le FMI parle de « plan Marshall » pour Haïti, il ne fait que reprendre la logique de guerre froide : les USA ont avec le « plan Marshall », relevé l'économie d'Allemagne occidentale pour contrer l'URSS et les risques de « communisme » en Europe. Haïti, bien sûr, a besoin de l'aide internationale, et d'investissements lourds parrainés par des Etats. Mais, comme l'on dit ses représentants à l'assemblée de Montréal, ce n'est en aucun cas aux USA ou à « l'Europe » sarkozienne de gérer ces fonds, pas plus qu'à une sorte de « protectorat humanitaire » des organisations internationales, FMI, OEA et onu-conseil de sécurité, etc..., mais aux responsables haïtiens démocratiquement élus.

Ces investissements doivent contribuer à créer dans le pays une agriculture vivrière et des industries de transformation, répondant aux besoins de la population (nourriture, vêtements, outils...) qui doivent aujourd'hui être importés, comme dans tous les pays dits « pauvres » parce qu'ils ont subi le non développement voulu par l'impérialisme.

Pour nous, il s'agit de développer la solidarité avec le peuple haïtien et ses organisations progressistes,

attachées au développement et à l'indépendance nationale : elles sont démunies, déstabilisées par la disparition du PC haïtien, mais elles existent.

Il s'agit aussi de dénoncer l'indécent mépris paternaliste à l'égard d'Haïti qui est très répandu dans l'opinion française, y compris parmi certains « humanitaires » : assez de ces discours sur un pays « maudit », puni d'on ne sait quoi par on ne sait quel dieu (c'était celui des esclavagistes contre les esclaves révoltés) ; assez de ces gémissements sur les Haïtiens qui n'auraient d'autre ressource que l'exil, sur les enfants d'Haïti qui ne pourraient être sauvés qu'en étant adoptés en France.

L'une de ces familles hexagonales réceptionnant un orphelin, se vantait l'autre jour à la télévision de l'avoir débaptisé de son prénom d'origine, pour lui en donner un moins exotique à ses yeux : a-t-elle idée de ce que le procédé évoque en Haïti, où tous les esclaves arrivés d'Afrique perdaient leur identité, et étaient affublés par leurs maîtres de prénom français ?

Haïti a besoin d'aide, certes, mais aussi du respect dû à un peuple qui fut un des inventeurs de la République parlementaire en occident, il y a deux siècles.

Francis Arzalier

[sommaire](#)

LE FMI TOUJOURS CONTRE LES PEUPLES

Selon certains analystes, l'arrivée du socialiste Dominique Strauss-Kahn à sa direction devait entraîner de profonds changements dans la politique du FMI (Fonds monétaire international). On attend encore! Qu'on en juge par les mesures prises! Elles obéissent toujours aux dogmes du système capitaliste.

Quelques jours après le coup d'Etat du 28 juin 2009 au Honduras, le FMI a attribué un prêt au gouvernement issu du putsch. Une façon claire de cautionner le coup d'Etat! En pleine crise financière, qui a eu de graves conséquences sur des économies nationales, le FMI s'est glorifié de l'aide apportée à des pays de l'Est comme la Lettonie. Les critères d'attribution de cette aide étaient draconiens: baisse des dépenses publiques, augmentation des impôts, diminution drastique des salaires, réforme des retraites...La Roumanie a même été menacée d'un arrêt des crédits si les salaires des fonctionnaires étaient augmentés.

Plus récemment, le 27 janvier, le FMI s'est félicité de sa réactivité face au désastre humanitaire en Haïti en décidant une aide d'urgence de 102 millions de dollars. A juste raison, le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) a jugé cette autosatisfaction scandaleuse car "ce que le FMI ose qualifier d'aide, en raison d'un délai de grâce de 5 ans et demi et de l'absence d'intérêts, constitue rien de moins qu'un prêt dont le capital devra être remboursé. Loin d'aider Haïti à se reconstruire, ce prêt va au contraire paupériser davantage le peuple haïtien en augmentant son endettement. Comme si le peuple haïtien n'avait pas assez souffert, le FMI impose, en contrepartie de ce prêt, inclus dans un programme d'ajustement structurel, l'application d'une série de mesures antisociales telles que l'augmentation du prix de l'électricité ou encore le gel des salaires". Le CADTM rappelle que le FMI comme la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds portent une lourde responsabilité dans la situation catastrophique d'Haïti avant même le tremblement de terre. Pour qu'Haïti puisse se redresser et se reconstruire, la seule solution est d'annuler totalement et sans conditions la dette haïtienne, comme l'a décidé récemment le gouvernement vénézuélien.

Le FMI ne se contente pas de poursuivre la mise en œuvre de plans d'ajustement structurel dans les pays pauvres. Il intervient directement dans les débats économiques et sociaux des pays occidentaux. C'est ainsi que Dominique Strauss-Kahn a souligné, à propos de la réforme des retraites: "L'important ce n'est pas l'âge légal de départ à la retraite mais l'âge effectif d'ouverture des droits". Après Martine Aubry, qui est revenue sur sa position, il remet ainsi en cause la retraite à 60 ans en France.

Les politiques d'austérité imposées par le FMI avec le concours de l'Union européenne ne manqueront pas d'entraîner des réactions des peuples qui refuseront de payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables.

Jean Paul Le Marec

[sommaire](#)

HOMMAGE A HOWARD ZINN, HISTORIEN PROGRESSISTE DES ETATS-UNIS

L'universitaire étasunien Howard Zinn est décédé le 27 janvier à l'âge de 87 ans en se rendant à une manifestation. Militant contre la guerre au Vietnam puis contre toutes les guerres menées par l'impérialisme étasunien, luttant pour les droits civiques des Noirs, Howard Zinn est surtout connu pour son livre "Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours". Pour faire comprendre l'histoire, il ne s'attachait pas aux grands personnages, il mettait en avant les luttes de la classe ouvrière et des minorités opprimées. En présentant le point de vue de ceux dont les manuels d'histoire ne parlent pas ou très peu, il battait en brèche la conception unanimiste de l'histoire officielle.

Concernant l'élection d'Obama, il avait insisté sur la nécessaire mobilisation populaire sociale et politique si l'on voulait éviter que cette élection soit une nouvelle source de désespérance. Diagnostic malheureusement déjà vérifié par l'expérience!

Ses ouvrages sont publiés en France par l'excellente maison d'édition Agone à Marseille.

[sommaire](#)

Davos : la grande peur

Davos... ce lieu « privilégié » des Alpes suisses où vous ne mettrez sûrement jamais les pieds, car le mètre carré de neige y vaut plus cher que votre appartement tout entier. Chaque année s'y tient une « grande messe des puissants », forum des « décideurs », qui réunit la foule des politiciens et « philosophes » au service du capitalisme, des économistes et communicants fort bien rétribués, et surtout des banquiers et « managers » qui dirigent le monde et les hommes. Il en vient de partout, blancs ou noirs, gras ou maigres, ces messieurs dames ne sont pas (plus) racistes, ils sont les sectateurs de la liberté du capital transnational, mondialistes, « européens », et pensent pis que pendre des méchants protectionnistes et autres défenseurs des droits acquis, des réactionnaires attachés aux nations, aux emplois assurés, tous ces vestiges du passé qui restreignent la liberté d'exploiter son prochain.

Mais cette année, Zorro est venu à Davos : Sarkozy, monarque président de France, a ouvert le forum d'un discours bien senti, comme il sait se les faire écrire, sur les méfaits du « libéralisme financier » qui, s'il ne sait « se moraliser » comme il a su le faire en France (!), aura de gros ennuis. Parmi les auditeurs, ceux qui l'accueillent volontiers sur leurs yachts, restaient de marbre : ils connaissent son sens de l'humour... D'autres en rient encore, entre délocalisations et coups de bluff spéculatifs. Quelques uns ont fait mine d'avoir très peur. Ils sont bien rassurés depuis, en voyant croître le chômage et flamber le cours des actions, à Paris autant qu'à l'autre bout du monde.

Francis Arzalier

[sommaire](#)

Communistes de France au 21ème siècle "I have a dream"

A la demande de certains correspondants, l'auteur est disposé à transmettre en nombre cette contribution personnelle au débat entre communistes, en brochure 21 x 15 cm, de 52 pages, contre remboursement des frais de duplication et d'expédition (5 exemplaires = 20 euros).

A commander à :

Francis Arzalier
29 Allée des Renardeaux
95150 Taverny

L'auteur tient par ailleurs à rappeler que l'intégralité de ce texte est disponible sur le site du Collectif polex, et libre de tous droits.

[sommaire](#)

REGARDS D'EUROPE

L'UNION EUROPEENNE ET CUBA

En assumant la présidence semestrielle tournante de l'Union européenne, M.Zapatero doit cohabiter avec le président permanent Van Rompuy, nommé pour deux ans et demi selon la procédure du Traité de Lisbonne entré en application le 1er décembre 2009. Mais, entre les deux présidents, il n'y aura pas de confrontation, tout au moins sur les politiques à mettre en œuvre sur le plan européen puisqu'ils sont d'accord pour continuer sur la même voie.

Pour répondre aux inquiétudes des marchés financiers, M.Zapatero a présenté le 29 janvier un plan d'austérité pour l'Espagne portant à la fois sur les dépenses de l'état, celles des collectivités locales et sur les régimes sociaux. Il a notamment annoncé l'allongement de l'âge de la retraite à 67 ans. Il veut faire payer aux salariés les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables! Il ne manquera pas d'essayer d'étendre ce plan d'austérité dans l'Union européenne avec l'appui de la BCE. Cela ne l'empêche pas de proclamer qu'il veut une "Europe plus sociale"! Jugeant prioritaire la mise en œuvre pleine et entière du Traité de Lisbonne, il propose aussi augmenter les dépenses militaires pour accroître les capacités militaires de l'UE. Bien que le Maroc et Israël occupent et colonisent des territoires (Sahara occidental, Palestine) où les populations sont réprimées, la présidence espagnole veut renforcer les relations de l'UE avec ces deux pays qui bénéficient d'un "statut spécial" au mépris de la "clause droits de l'Homme" des accords d'association.

Seul point positif du programme de la présidence espagnole, l'objectif affirmé de mettre fin à la position commune du Conseil sur Cuba et de conclure un accord de coopération. Les firmes espagnoles, qui veulent vendre ou investir à Cuba, ne sont sûrement pas étrangères à cette position! Mais d'autres Etats membres de l'UE, notamment des pays de l'Est mais aussi la Suède, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ont déjà pris l'offensive, avec des relais au Parlement européen, pour maintenir la position commune, voire la renforcer. Adoptée le 2 décembre 1996 à l'initiative de José Maria Aznar, la position commune de l'UE impose des sanctions contre Cuba. Les droits de l'Homme sont le prétexte mais le véritable objectif est d'empêcher Cuba de poursuivre son développement non capitaliste et de le contraindre à entrer dans l'économie de marché. Des sanctions ont été imposées en 2003. L'Union européenne a décidé de les suspendre en 2005 mais en précisant qu'elles n'étaient pas annulées. D'ici fin juin, terme de la présidence espagnole, il faut donc impulser une mobilisation des partis, syndicats et associations pour demander l'abrogation de la position commune à l'égard de Cuba qui doit être remplacée par un véritable accord de coopération. Cette action doit se conjuguer avec celles qui sont menées pour la levée du blocus politique, économique et commercial imposé par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans contre Cuba.

LA FSU SE MEFIE DE LA CES

Le 6ème congrès de la Fédération syndicale unitaire (FSU) s'est conclu le 5 février par l'élection d'une nouvelle secrétaire générale et l'adoption de nombreuses résolutions qui prônent "le développement d'un syndicalisme de lutte et de transformation progressiste". Par contre, le congrès n'a pris aucune décision sur l'adhésion de la FSU à la Confédération européenne des syndicats (CES). Le processus d'adhésion a été reporté et une décision ne sera prise que fin 2010 après une consultation des syndiqués car, pour la FSU, la CES "inscrit sa démarche dans un aménagement à la marge des politiques menées par l'Union européenne et ne travaille pas assez à faire converger les luttes menées dans les différents pays". Cette analyse constitue en quelque sorte une réponse aux syndicalistes qui affirmaient il y a quelques années que l'adhésion de la CGT à la CES contribuerait au changement des orientations de la CES vers le développement des luttes contre les politiques ultralibérales de l'UE. Résultat, la CES s'est mobilisée pour faire adopter le projet de Constitution européenne et s'est félicitée de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne, a accepté la flexisécurité et ne défend que des mesures d'adaptation au capitalisme. Au final, c'est la CGT qui s'est glissée dans le moule de la CES, notamment sur le plan de la solidarité internationale. C'est ainsi qu'au cours de la manifestation du 6 février de soutien à la Palestine à Paris, de nombreux syndicalistes se sont étonnés de l'absence de la CGT parmi les organisateurs. Faisant le lien entre cette carence et la CES, un syndicaliste de la Poste, rencontré dans la manifestation, m'a rappelé que la décision d'adhésion de la CGT à la CES avait été prise d'en haut, sans véritable débat dans les fédérations, ni dans les unions départementales et locales. On peut comprendre dans ces conditions que la FSU hésite à entrer dans la CES qui peut constituer un carcan pour l'action syndicale.

L'EUROPE EN BREF

- Pour la première fois depuis 1998, le taux de chômage dans la zone euro a atteint le seuil symbolique des 10% de la population active d'après Eurostat; à l'été 2008, il n'était encore que de 7,5%. Il a atteint 10% en France et près de 20% en Espagne. Dans l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, le nombre de chômeurs est de 22,9 millions.
- 2010 a été proclamée par le Parlement européen et les Vingt-Sept "Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale"; ministres et associations se préparent à multiplier les discours et les colloques qui ne changeront rien à la situation des plus démunis victimes des politiques antisociales.
- Président de la commission santé de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Wolfgang Wodarg, médecin épidémiologiste, a dénoncé "la pression des laboratoires pharmaceutiques" dans la lutte contre le virus H1N1; dans la foulée, des parlementaires

ont réclamé la création d'une commission d'enquête pour évaluer "la menace des fausses pandémies pour la santé".

- Le commissaire Joaquin Almunia s'est engagé à faire respecter la concurrence libre et non faussée sur le plan européen; c'est un socialiste basque, également syndicaliste de l'UGT, qui s'inspire du gouvernement espagnol qui impose une cure d'austérité aux travailleurs.
- Le revenu des agriculteurs a enregistré une chute de 34% en 2009 sur le plan européen; de nouveaux coups durs sont encore à prévoir dans les années qui viennent et notamment à l'horizon 2012-2013 avec une nouvelle révision de la Politique agricole commune (PAC).
- Suivant les recommandations de sa commission des libertés civiles, le Parlement européen a rejeté le 11 février à une forte majorité (378 voix contre 196) l'accord Swift permettant aux Etats-Unis d'avoir un droit de regard sur les données bancaires des citoyens des pays de l'UE. Cet accord avait été accepté le 30 novembre 2000 par le Conseil. Le Parlement européen a voulu adresser un message clair aux Etats-Unis: la lutte contre le terrorisme ne peut justifier la violation des droits fondamentaux et de la protection des données à caractère personnel.

Jean Paul Le Marec

[sommaire](#)

Brèves

- **AFGHANISTAN:** La guerre en Afghanistan est un constat d'échec pour l'OTAN sur le plan militaire; elle a surtout pesé sur les populations civiles pour qui l'année 2009 a été la plus meurtrière (2400 morts soit +14% par rapport à 2008). Ce constat n'empêche pas les Etats-Unis et leurs alliés d'augmenter le nombre de militaires.
- **ALGERIE:** Annoncée par le président français fin 2008, la visite en France du président algérien n'a toujours pas eu lieu; le climat de tension entre Alger et Paris ne risque pas de se dégeler avec la récente instruction du ministre français de l'intérieur plaçant l'Algérie dans la liste des pays à risque au même titre que l'Afghanistan ou le Yémen.
- **BOLIVIE:** Le président Evo Morales a accusé certaines ONG et Fondations qui, sous prétexte d'aider les pauvres, sont en réalité "la cinquième roue du capitalisme".
- **COLOMBIE:** Lancée à Bruxelles en octobre 2009, la campagne européenne 2009-2011 pour la libération des prisonniers politiques en Colombie se poursuit; ceux-ci, au nombre de 7500, sont victimes du "Plan Colombie" mis en place par les Etats-Unis après le 11 septembre 2001 et qui vise en priorité à anéantir toute opposition politique et sociale dans le pays et à servir les intérêts du secteur privé (en France, la campagne est relayée par France -Amérique Latine et la Coordination populaire colombienne à Paris).
- **COREE DU NORD:** Le gouvernement nord-coréen a renouvelé son appel aux Etats-Unis à des discussions en vue d'un traité de paix, condition pour qu'il renonce à ses programmes nucléaires.
- **CUBA:** La mobilisation internationale se poursuit pour la libération des 5 Cubains emprisonnés injustement aux Etats-Unis depuis plus de dix ans; à Paris, un rassemblement se tient un vendredi par mois (prochain rendez-vous le vendredi 26 février). Pourquoi ne pas élargir le mouvement dans d'autres villes?
- **EGYPTE:** Le Comité national de "la Voie Démocratique" (Annahj Addimocrati), le seul parti marocain qui reconnaisse le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, réuni le 3 janvier à Casablanca, a caractérisé le régime égyptien comme " un pion de l'impérialisme et partenaire de l'état sioniste dans le blocus criminel contre Gaza à travers la construction en cours d'un mur".
- **ESPAGNE:** Depuis l'entrée en vigueur en 2005 d'une loi contre les violences faites aux femmes (la première du genre en Europe), le nombre de femmes tuées par leur compagnon a baissé en 2009 mais le bilan reste lourd avec 55 femmes tuées par leur conjoint.
- **ETATS-UNIS:** Les forces armées israéliennes sont subventionnées par les Etats-Unis à

hauteur de 2,5 milliards de dollars par an; les Etats-Unis, qui disposent de quatre arsenaux en Israël ainsi que des bases aériennes et marines, vont encore augmenter leurs stocks de munitions de plus de 800 millions de dollars.

- GRECE: Pour satisfaire les marchés financiers, l'Union européenne veut mettre la Grèce sous étroite surveillance et lui imposer des mesures d'austérité draconiennes: baisse des salaires, réforme des systèmes de retraite et de santé...; les travailleurs grecs, qui ne veulent pas payer pour les banquiers, ont engagé l'action avec grèves et manifestations. Ils ne manqueront pas de rappeler au Premier ministre sa déclaration du 11 décembre 2009: "Les salariés ne feront pas les frais de la crise (...) Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour démanteler l'état social". Quelques semaines plus tard, il cédait aux injonctions de Bruxelles!
- HONDURAS: Le gouvernement illégal du Honduras, issu du putsch du 28 juin, envisage des licenciements massifs dans les entreprises publiques; le Front national de la résistance populaire prépare des manifestations pour défendre les enseignants et fonctionnaires menacés.
- IRAN: Le journaliste iranien, Ahmad Zeidabadi, en prison depuis août 2009 (il a été condamné à cinq ans de prison ferme), recevra de façon symbolique la Plume d'or de la liberté 2010 au Congrès de l'Association mondiale des journaux et éditeurs de médias d'information qui se tiendra en juin 2010 au Liban. Le journaliste iranien Akbar Ganji avait reçu le même prix en 2006.
- IRAK: Le budget de la défense des Etats-Unis atteint déjà plus de 700 milliards de dollars; Barack Obama va demander au Congrès une nouvelle rallonge de 33 milliards de dollars pour poursuivre la guerre en Irak et en Afghanistan. Faut-il rappeler qu'il a reçu récemment le prix Nobel de la Paix?
- IRLANDE: Depuis le 1er janvier 2010, à la demande de l'Eglise catholique, une loi instituant un délit de blasphème est entrée en vigueur en Irlande. Des amendes pouvant aller jusqu'à 25 000€ seront infligées au nom de l'article 36 qui condamne "des propos grossièrement abusifs ou insultants sur des événements considérés comme sacrés par une religion et choquant ainsi un nombre substantiel de fidèles de cette religion". Il est vrai que les prêtres pédophiles ne blasphèment pas!
- ISLANDE: La coalition Gauche-Vert, qui participe au gouvernement, a réaffirmé son opposition à l'adhésion à l'Union européenne.
- ISRAEL: L'armée israélienne a attaqué lundi 8 février à Al Bireh, près de Ramallah, les bureaux du "Parti du peuple palestinien" ainsi que des responsables d'ONG qui se trouvaient sur place; des dirigeants du parti et deux responsables (Australien et Espagnol) du Mouvement international de solidarité ont été arrêtés, du matériel informatique saisi. Etat d'Israël terroriste! Halte à l'impunité d'Israël!
- ITALIE: Au cours d'une récente rencontre en Israël avec le Premier ministre israélien M. Netanyahu, Silvio Berlusconi a émis le souhait qu'Israël puisse intégrer l'Union européenne.
- JORDANIE: La nomination du secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) est en débat depuis le lancement de cette initiative le 13 juillet 2009. C'est le Jordanien Ahmad Massa'deh qui va prendre les rênes de l'UpM dont le prochain Sommet devrait se tenir en juin 2010.
- MALAWI: Mouamar Kadafi n'a pas été réélu à la tête de l'Union africaine (UA) malgré ses tentatives pour rester en place. Il a été remplacé par le président du Malawi, Bingu wa Mutharika.
- MAROC: Le journal le plus indépendant du Maroc "Le Journal hebdo", symbole de la lutte contre le pouvoir, a été fermé de force pour "liquidation judiciaire" sur ordre du tribunal de commerce. En réalité, c'est une décision politique et une atteinte grave à la liberté d'expression et d'information.
- PALESTINE: A l'initiative de l'Irlandaise du Nord Mairead Maguire, lauréate du Prix Nobel de la paix, une campagne internationale a été lancée pour attribuer le Prix Nobel 2010 à Mustafa Barghouti, un des fondateurs avec Edward Saïd, de "l'Initiative nationale palestinienne", mouvement non-violent contre l'occupation israélienne et pour l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain. Le groupe GUE/NGL au parlement européen a décidé de soutenir cette demande.
- PANAMA: Le gouvernement panaméen a mis fin unilatéralement au programme de

coopération avec Cuba d'attention ophtalmologique gratuite, connu comme "Opération Miracle". Ce programme a déjà permis à plus de 40 000 Panaméens, pour la plupart des paysans et des Indiens, de recouvrer la vue. Cette décision a surtout pour but de "servir les intérêts des secteurs de la médecine privée", a dénoncé Nils Castro, intellectuel panaméen.

- POLOGNE: La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la Pologne pour traitements inhumains après la plainte de deux détenus qui disposaient en prison de moins de 3m²; selon les juges européens la surpopulation carcérale est "structurelle" en Pologne.
- RUSSIE: D'après un rapport d'Amnesty International, l'état des lieux en Russie se caractérise par de très graves atteintes aux droits de l'Homme: assassinats de journalistes et de militants des droits de l'Homme, torture, enlèvement, justice asservie, climat d'impunité, démocratie bafouée. Avec ce rapport, l'association salue à sa façon le lancement en 2010 d'une "année croisée" d'échanges culturels entre la France et la Russie.
- SAHARA OCCIDENTAL: Les six défenseurs sahraouis des droits de l'homme, arrêtés début le 8 octobre à leur retour des camps de réfugiés, emprisonnés à Salé et poursuivis devant un tribunal militaire, ont mené début février une grève de la faim de quarante-huit heures pour protester contre leurs conditions de détention. Degja Lachgar, qui avait été arrêtée avec eux, a été libérée le 28 janvier pour raison de santé.
- SENEGAL: C'est un avocat sénégalais de 31 ans, Adama Fall, qui a remporté le 21ème concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme organisé au Mémorial de Caen.
- SUEDE: Comme dans de nombreux pays de l'Union européenne, le gouvernement suédois porte des coups de plus en plus durs aux salariés; l'indemnisation de la sécurité sociale comme les allocations de chômage sont réduites, les chômeurs obligés d'accepter les emplois proposés, l'indemnisation des salariés arrêtés pour longue maladie supprimée.
- TUNISIE: Malgré la mobilisation internationale, le pouvoir a confirmé en appel la scandaleuse condamnation du journaliste Taoufik Ben Brik à six mois de prison ferme. L'action continue pour condamner les atteintes aux libertés en Tunisie et exiger la libération de Taoufik et de tous les journalistes emprisonnés.
- VATICAN: Réagissant à l'adoption par le Portugal d'un texte autorisant le mariage homosexuel, le pape Benoît XVI a relancé sa croisade contre les lois qui "touchent au fondement biologique de la différence entre les sexes". Il s'est bien gardé de condamner les pays qui vont jusqu'à condamner à mort les homosexuels.
- VENEZUELA: Cuba et le Venezuela ont réalisé leur première transaction commerciale avec le Sucre, la monnaie unique de l'ALBA qui est entrée en vigueur fin janvier. Sa valeur d'échange est de 1,25 dollar.

[sommaire](#)